

Abya Yala

Vers un État plurinational guatémaltèque?

Sara Germain

C'est au Guatemala qu'a eu lieu la troisième rencontre internationale de la *Cumbre Internacional de Mujeres Indigenas de Abya Yala* (3^e Sommet international des femmes autochtones d'Abya Yala). Cet événement d'envergure mondiale a réuni plusieurs centaines de femmes autochtones issues de diverses communautés à travers l'Amérique latine pour traiter d'enjeux directement liés à l'amélioration de leurs conditions et leurs rôles en tant qu'actrices de changement. Le thème de l'autodétermination a été central dans les discussions, notamment au regard des questions extractives qui constituent un thème récurrent dans les luttes en Amérique latine. Au Guatemala, en raison de la forte présence de certains minerais comme l'argent, l'or et le nickel, on dénote plusieurs projets miniers qui sont à l'origine de plusieurs sources de conflit dans le pays¹. Dix cas de conflits liés à l'industrie extractive sont actuellement répertoriés par MiningWatch Canada, parmi lesquels six impliquent directement des compagnies canadiennes². Pour les personnes du Guatemala en présence, la question de l'État plurinational s'est présentée à plusieurs reprises comme moyen d'assurer une meilleure reconnaissance des différents peuples qui habitent le territoire.

Le contexte

Le Guatemala est une république présidentielle. Cependant, depuis plusieurs années, le pays a entrepris un virage autocratique qui s'est particulièrement affirmé sous le régime du Président actuel Alejandro Giammattei. On remarque effectivement un effritement des droits humains dans le pays, notamment ceux des peuples autochtones³. L'invisibilisation de ces communautés est d'ailleurs issue de plusieurs siècles de racisme, engendré par un système emprunté au monde occidental. Ce système a échoué à la création de différentes identités citoyennes en adoptant la notion selon laquelle un État doit représenter un seul peuple. Ainsi, depuis la création de l'État-nation du Guatemala en 1821, les descendants espagnols ont été fortement favorisés au sein de la société, à un tel point que jusqu'à la fin du XIX^e siècle, seulement 5 % de la population possédait les caractéristiques nécessaires pour être considéré comme citoyen guatémaltèque. Encore aujourd'hui, cette petite fraction de la population possède la majorité des pouvoirs politique et économique.

Toutes ces violences raciales ont culminé en une guerre civile qui a ravagé le Guatemala de 1960 à 1996. D'ailleurs, la fin de la guerre a mené à un référendum constitutionnel en 1999, qui aurait pu permettre une redéfinition des droits sociaux des peuples autochtones, mais qui n'a malheureusement pas été adopté⁴. Il est important de noter que les peuples

autochtones (Mayas, Garifunas et Xinca⁵) représentent près de 44 % de la population du Guatemala, selon le recensement de 2018⁶. Malgré cette force démographique, le pouvoir politique de ces communautés demeure marginal, un phénomène amplifié par la grande centralisation géographique des lieux de pouvoir autour de la capitale.

Pourquoi un État plurinational?

L'intérêt pour un État plurinational guatémaltèque est né d'une volonté décoloniale. Il faut d'ailleurs souligner que plusieurs propositions en faveur d'un État plurinational coexistent au sein de différents groupes de la société civile guatémaltèque. La prémisses de toutes ces initiatives repose toutefois sur le même principe : la reconnaissance des différentes nations qui composent le pays. On assiste, dans toute l'Amérique latine, à une accélération des initiatives en ce sens. L'Équateur a été le premier pays d'Amérique latine à adopter une constitution reconnaissant la plurinationalité du pays en 2008. La Bolivie, sans doute l'exemple le plus marquant de ce phénomène, a suivi le pas en 2009. D'autres pays, comme la Colombie et le Venezuela, ont opté pour l'ajout d'une charte des droits à la constitution, qui reconnaît la spécificité des communautés autochtones sur leurs territoires⁷. Ces exemples témoignent d'un changement de paradigme qui met la diversité de ces pays au premier plan et remet en question les fondements actuels des